

LA MILITARISATION DU MONDE CONDUIT À LA GUERRE



NILS ANDERSSON*

Certains affirment que l'on vivrait dans les décennies les plus pacifiques de l'histoire contemporaine, n'est-ce pas là, encore et toujours, un regard occidental-centriste ? Décennies « pacifiques » depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le sol de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, mais luttes de libération nationale, mouvements révolutionnaires contre des dictatures, guerres civiles, guerres impérialistes ou néocoloniales, ont soulevé et déchiré l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Sud et centrale. Depuis 1990 et l'instauration du « Nouvel ordre mondial », aux guerres sous le couvert du « droit d'ingérence humanitaire » ou du « droit de protéger » : guerre du Golfe, dans l'ex-Yougoslavie, du Kosovo, de Somalie, du Rwanda, de Libye, aux guerres interventionnistes d'Afghanistan et d'Irak, à l'abomination palestinienne et à celles syrienne et yéménite, s'ajoutent des conflits au Congo, en Sierra Leone, au Soudan, au Tadjikistan, au Burundi, en Tchétchénie, au Libéria, en Érythrée et Éthiopie, dans le Sahel et l'Afrique occidentale qui font moins la une, mais lors desquels les morts se comptent par dizaines ou centaines de milliers. Les estimations basses portent à neuf millions trois cent mille le nombre de morts lors des guerres depuis 1990, en grande majorité des civils. Combien de blessés, de réfugiés, d'exilés à ajouter ?

* ESSAYISTE.

Guerres lors desquelles la seule chose qui ne manque pas, ce sont les armes et les balles, dont les pourvoyeurs sont des trafiquants, mais aussi des États. Si, comme proclamé en 2017, lors de la remise à l'Union européenne du prix Princesse des Asturies de la Concorde : « L'Union européenne a permis la plus longue période de paix de l'Europe moderne », c'est délibérément occulter les interventions militaires et la participation à des guerres des pays membres de l'Union européenne, c'est couvrir les États européens vendeurs ou fournisseurs d'armes aux belligérants.

L'accroissement des dépenses militaires

146 Ce constat fait sur l'histoire récitée, s'en ajoute un autre, la militarisation actuelle du monde et les menaces de conflits qui en découlent. Si la fin de la guerre froide a amené une réelle réduction des dépenses militaires dans le monde, celles-ci passant en dollar constant de 1 493 Mrds \$ en 1988 à 1 038 Mrds \$ en 1995, dès 1999, elles reprennent un cours ascendant pour, en 2008, dépasser le chiffre record de 1988 avec 1 573 Mrds \$ et atteindre en 2018 1 774 Mrds \$!¹

Cette militarisation du monde, l'histoire le démontre, porte en elle la guerre dont les peuples sont les principales victimes². Au tournant des années 1880, politiques coloniales et contradictions interimpérialistes s'aiguissant sur le continent européen, des dépenses militaires annuelles supérieures à trente millions de £ deviennent constantes jusqu'en 1914, et ce, dès 1878 pour la France, 1884 pour le Royaume-Uni, 1887 pour l'Allemagne, 1890 pour la Russie, 1897 pour les États-Unis³. Cette militarisation des puissances européennes engagée à la fin du XIX^e siècle annonce la Première Guerre mondiale. Un processus similaire de militarisation présageant la Seconde Guerre mondiale se produit au tournant des années 1930. Les dépenses militaires des principales puissances deviennent supérieures à 5 Mrds \$ (prix constant en \$ 2 000) à

¹ Les données ont comme source le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) ; si la source est autre, elle est précisée.

² Les données qui suivent sur les dépenses militaires entre 1870 et 1990 ont comme source *Correlates of War Project* et sont reprises de la contribution publiée dans *La Pensée*, n° 387, « La guerre et la paix, entre réalité et utopie ».

³ L'Italie depuis 1912 et l'Autriche-Hongrie en 1913 présentent également des dépenses militaires supérieures à 30 000 £.

compter de 1928 aux États-Unis, 1932 en France, 1933 en Allemagne (en violation des accords de paix), 1934 au Royaume-Uni, 1935 en Italie et 1937 au Japon. Comme de 1880 à 1914, de 1930 à 1939, l'augmentation des budgets militaires est annonciatrice de la guerre. Pendant la guerre froide, avec la « guerre des étoiles » engagée par les États-Unis⁴, la course aux armements avec l'Union soviétique va atteindre son summum en 1988, année où les dépenses militaires sont de 420 Mrds \$ pour l'Union soviétique et de 372,5 Mrds \$ pour les États-Unis. Mais, au contraire de 1914 et de 1939, la course aux armements n'a pas débouché sur un conflit majeur, et ce, pour deux raisons : la principale, la possession, dès 1949, par les États-Unis et l'Union soviétique de l'arme nucléaire a établi « l'équilibre de la terreur » par le risque de destruction mutuelle. Autre raison, effet collatéral de la « guerre des étoiles », par son coût, celle-ci entraîne la désintégration de l'Union soviétique et place les États-Unis dans une situation hégémonique.

La militarisation du monde en cours depuis le tournant du XXI^e siècle est d'autant plus dangereuse qu'elle est mondialisée. Sur tous les continents se constate une augmentation des dépenses militaires. Estimées par le SIPRI⁵ à 1 126 Mrds \$ en moyenne par an de 1999 à 2003, elles sont de 1 441 Mrds \$ de 2004 à 2008, pour s'élever à 1 709 Mrds \$ de 2009 à 2013 et atteindre, de 2014 à 2018, une moyenne annuelle de 1 726 Mrds \$. Soit une augmentation de plus de 53 % par rapport aux années 1999-2003. En 2018, année record, les dépenses militaires dans le monde se sont élevées à 1 780 Mrds \$, presque le PIB du Canada, en augmentation de 75,5 % par rapport à 1998, année après la guerre froide, où les dépenses militaires furent les plus faibles avec 1 014 Mrds \$.

Logique de puissance, logique de guerre, entre 1998 et 2018, les dépenses militaires ont connu une augmentation de 766 Mrds \$, mais 72 % du volume des augmentations est réalisé en Amérique du Nord (+ 230 Mrds \$) et en Asie-Océanie (+ 316 Mrds \$). Pour comprendre l'importance et la signification de ces deux chiffres, en 2018, les dépenses militaires globales pour l'ensemble du continent européen, Russie comprise, ont été de 348 Mrds \$!

⁴ Strategic Defense Initiative (SDI), bouclier antimissile global annoncé le 23 mars 1983 par le président Reagan.

⁵ En dollar constant.

La « géopolitique » des dépenses militaires

Leçon apprise, qui dit dépenses militaires, dit existence de tensions et accroissement des risques de conflits armés. La liste des vingt-cinq États dans le monde qui, en 2018, ont dépensé plus de 10 Mrds \$ à des fins militaires dessine la mondialisation de la militarisation.

En 1988, année optimum des dépenses militaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dix-huit pays présentaient des dépenses supérieures à 10 Mrds \$, en valeur constante, ils sont vingt-cinq en 2018. Un pays ne figure plus dans la liste, l'Allemagne démocratique, mais sont venus s'ajouter : la Pologne, la Turquie, les Émirats arabes unis, l'Iran, le Pakistan, Singapour, le Brésil et la Colombie.

Pays avec des dépenses militaires supérieures à 10 Mrds \$ en 2018

États-Unis	648 798
Chine	249 997
Arabie saoudite	67 555
Inde	66 510
France	63 800
Russie	61 388
Royaume-Uni	49 997
Allemagne	49 471
Japon	46 618
Corée du Sud	43 070
Italie	27 808
Brésil	27 766
Australie	26 712
Émirats arabes unis	22 800*
Canada	21 621
Turquie	18 967
Espagne	18 248
Israël	15 947
Iran	13 194
Pologne	11 596
Pakistan	11 376
Pays-Bas	11 243
Singapour	10 841
Taiwan	10 714
Colombie	10 603

* Pour les Émirats arabes unis, dépenses militaires en 2014, estimées en 2018 comme égales ou supérieures.

Les dépenses militaires de ces vingt-cinq pays représentent 68 % des dépenses mondiales. Où se situent-ils sur l'échiquier international ? Dix sont membres de l'Alliance atlantique (États-Unis, France, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Canada, Turquie, Espagne, Pologne et Pays-Bas) ; la Russie appartient au champ euroasiatique ; huit sont situés dans le nouvel épicode Asie-Pacifique (Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Australie, Pakistan, Singapour et Taïwan) ; quatre appartiennent au Moyen-Orient déchiré (Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Israël et Iran) ; deux se situent en Amérique latine, le Brésil et la Colombie⁶.

Ce tableau définit clairement la cartographie géopolitique des tensions dans les décennies à venir, avec un déplacement du centre de gravité du monde de la zone euroatlantique vers la zone Asie-Pacifique⁷. Cette zone, où vit 60 % de la population mondiale, est traversée par des contradictions hégémoniques globales ou interétatiques régionales, ce qui en fait, qu'ils soient impérialistes, frontaliers, ethniques, confessionnels, une zone à risques d'affrontements majeurs. Venant confirmer le déplacement de l'épicentre du monde de la zone euroatlantique vers la zone Asie-Pacifique, depuis 2009, pour la première fois dans l'histoire, les dépenses militaires sont plus importantes en Asie-Océanie qu'en Europe (Russie comprise)⁸.

L'indice *Global Firepower*, qui se réfère à plus de 55 facteurs pour déterminer la puissance militaire d'un pays, vérifie et précise ce bouleversement géopolitique. Les indices retenus incluent, entre autres, la population globale, la classe d'âge enrôlée annuellement, les effectifs militaires actifs et de réserve, les forces et armements aériens, terrestres et navals, mais aussi les ressources énergétiques, les capacités logistiques, routes, voies ferrées, ports et aéroports, les capacités financières, les réserves de change ou encore la superficie de l'État, ses frontières communes et maritimes⁹.

⁶ Aucun en Afrique. En 2017, les dépenses ont été supérieures à 10 milliards de dollars en Algérie, mais elles ont été à nouveau inférieures en 2018.

⁷ Déplacement « officialisé » en 2009 par l'adoption par Obama de la stratégie du Pentagone du « pivot américain en Asie-Pacifique ».

⁸ 507 Mrds \$ en 2018 pour l'Asie-Océanie (sans la Corée du Nord, le Turkménistan et l'Ouzbékistan) contre 364 Mrds \$ pour l'Europe.

⁹ Pour un indice « idéal » de 0, l'indice *Global Firepower* 2019 va pour les 25 armées avec la plus grande force de frappe relevées dans le tableau de 0,0615 à 0,4286. Pour information, la 136^e et dernière armée classée, celle du Bhoutan, a un indice de 6,3988.

**Les 25 États détenteurs de la plus grande puissance militaire selon
*Global Firepower***

Amérique du nord/Europe Zone atlantique/OTAN		Russie	Monde arabe Proche-Orient	Zone Asie/ Pacifique	Amérique latine
États-Unis		Russie		Chine Inde	
	France			Japon Corée du Sud	
	Royaume-Uni Turquie Allemagne Italie		Égypte		Brésil
			Iran	Pakistan Indonésie	
			Israël	Corée du Nord Australie	
Canada	Espagne			Taiwan Vietnam	
	Pologne		Arabie saoudite		

150

Ce tableau, comprenant sept pays européens plus la Russie et quatorze pays du Moyen-Orient et asiatiques, confirme le rôle central de l'Eurasie. Avec l'Australie à sa périphérie et les États-Unis comme puissance militaire présente en Eurasie, seuls le Canada et le Brésil n'appartiennent pas à l'« Île monde » de Mackinder.

Mais les principaux enjeux mondiaux ne sont plus en Europe. En raison des dissensions qui existent entre Israël, l'Arabie saoudite et l'Égypte avec l'Iran, ou l'Inde avec le Pakistan, en raison des relations complexes ou antagonistes qui existent entre la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, Taïwan, l'Indonésie, le Vietnam et la Corée du Nord, en raison de la Russie, puissance asiatique, et de la présence des États-Unis pour contrecarrer la volonté de la

Chine de devenir une superpuissance et maintenir leur position hégémonique, l'indice *Global Firepower* souligne que la principale zone de tensions est en Asie où se trouvent et se côtoient quinze des vingt-cinq plus puissantes forces armées dans le monde.

L'Europe n'est donc plus l'épicentre des enjeux mondiaux, ce déplacement modifie ce qui a constitué pendant cinq siècles l'ordre dominant du monde. Mais, dans la nouvelle carte du monde, deux réalités demeurent inchangées, l'Eurasie reste, selon la formulation de Mackinder, « le pivot géographique de l'Histoire » et les États-Unis qui étendent leur puissance stratégique aux vingt-huit autres pays membres de l'OTAN et aux dix-huit *Major non-NATO ally* (MNNA), États alliés non-membres de l'OTAN¹⁰, demeurent la principale puissance militaire.

Un âge d'or du commerce des armes

Qui dit militarisation, dit équipement, matériel militaire et capacité de frappe, depuis les armes conventionnelles jusqu'aux plus sophistiquées, il n'y a pas de militarisation sans marchands d'armes. De 2014 à 2018, le marché des armes dans le monde a été de 146,291 Mrds \$, contre 126,119 Mrds \$ pour les années 2009 à 2013, soit une augmentation moyenne annuelle des ventes d'armes de 4 Mrds \$¹¹. Qui sont les États vendeurs de mort ?

L'analyse du marché des armes amène à un premier constat : les États membres de l'OTAN sont les plus importants marchands d'armes dans le monde. Sept des dix principaux sont membres de l'OTAN¹² et, pour les années 2014-2018, l'ensemble des États membres de l'Alliance atlantique, avec un montant de 92,794 Mrds \$, représente 63,4 % du commerce des armes dans le monde, portant ainsi une grande responsabilité dans sa militarisation. La Russie, la Chine et Israël participent aussi de l'inférieur engrenage du surarmement du monde, mais cela ne dispense pas les États européens de leurs responsabilités de marchands d'armes en lieu

151

¹⁰ Les MNNA, États désignés par le gouvernement des États-Unis, sont l'Argentine, le Brésil, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afghanistan, la Corée du Sud, le Japon, le Pakistan, les Philippines, Taïwan, la Thaïlande, Bahreïn, Israël, la Jordanie, le Koweït, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

¹¹ Les ventes d'armes pouvant connaître d'importantes fluctuations d'une année sur l'autre, il se justifie de se rapporter aux montants de plusieurs années.

¹² États-Unis, France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Italie, Pays-Bas.

Les dix principaux États exportateurs d'armes de 2014 à 2018

Exportateurs	Valeur Mrds \$
États-Unis	52,480
Russie	30,064
France	9,948
Allemagne	9,324
Chine	7,633
Royaume-Uni	6,171
Espagne	4,692
Israël	4,616
Italie	3,366
Pays-Bas	3,064

et place de privilégier la diplomatie, la prévention et la gestion des crises.

152

Que la France soit le troisième exportateur d'armes dans le monde, après les États-Unis, hors-concours et la Russie, la rend comptable de la course aux armements¹³. Le Parlement européen ayant fait des suggestions sur le respect du Traité sur le commerce des armes (TCA), l'Allemagne a admis qu'il pourrait y avoir une compétence européenne en la matière¹⁴, mais la France n'entend faire aucune concession sur ses compétences à vendre des armes. Cette politique répond-elle aux intérêts du peuple français ?

Qui dit vendeurs, dits acheteurs, quels sont les États clients sur le marché des armes ?

Cette liste d'États importateurs d'armes, partant de l'Australie, avec la Corée du Sud, la Chine, le Vietnam, l'Inde, puis l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Irak, jusqu'à l'Égypte et l'Algérie, dessine très exactement l'arc de tensions allant de l'Asie du Sud-Est jusqu'au Sahel.

¹³ 9,1 Mrds € en 2018, plus 30 % par rapport à 2017.

¹⁴ Ainsi l'Allemagne refuse de livrer des armes à l'Arabie saoudite.

Les dix principaux États importateurs d'armes de 2014 à 2018

Importateurs	Valeur Mrds \$
Arabie saoudite	16,869
Inde	13,876
Égypte	7,429
Australie	6,793
Algérie	6,441
Chine	6,103
Émirats arabes unis	5,425
Irak	5,350
Corée du Sud	4,492
Vietnam	4,240

Le commerce des armes, concurrence et violation du droit international

153

Le marché des armes est un marché politique et idéologique, on appartient à un camp, mais il est également fortement concurrentiel. Ainsi, de 2014 à 2018, les cinq principaux « clients » des États-Unis (pour un montant global de 52,480 Mrds \$) sont l'Arabie saoudite, l'Australie, les Émirats arabes unis, l'Irak et Taïwan ; ceux de la Russie (montant global 30,064 Mrds \$) : l'Inde, la Chine, l'Algérie, le Vietnam et l'Égypte. Pour la France (montant global, 9,948 Mrds \$) ; ce sont l'Égypte¹⁵, l'Inde, l'Arabie saoudite, le Maroc et la Chine et, pour la Chine (montant global 7,633 Mrds \$), marché essentiellement « régional », le Pakistan, le Bangladesh, l'Algérie, le Myanmar et la Thaïlande¹⁶.

Marché concurrentiel au sein même des alliances militaires. Ainsi, toujours pour les années 2014-2018, sur un total de 14,128 Mrds \$ d'importations d'armes par les États européens membres de l'OTAN, 46,6 % concernent des armes importées des États-Unis (6,586 Mrds \$, contre 1,673 Mrd \$ d'armes exportées

¹⁵ Avec une importante contribution de l'Arabie saoudite.

¹⁶ La Thaïlande, mais aussi le Myanmar sont considérés comme des alliés proches des États-Unis dans le Sud-Est asiatique, soulignant les ruptures dans le système des relations internationales au-delà de l'achat d'armes, ces deux pays effectuent des exercices militaires bilatéraux avec la Chine.

par les États européens vers les États-Unis). Trois des principales puissances militaires européennes, la Turquie, le Royaume-Uni et l'Italie importent plus d'armes états-uniennes que venant des pays européens membres de l'OTAN, marquant ainsi l'emprise du Pentagone qui, à travers l'Alliance atlantique, dicte l'identification des besoins et la mise en conformité des armements.

Anicroche ou dissensions, la décision de la Turquie, le plus gros importateur d'armes des États-Unis au sein de l'OTAN, d'acheter des missiles russes S-400 est un indicateur fort d'un atlantisme délité par la gravité et l'intensité des crises dans le Proche-Orient. L'alliance avec la Turquie, longtemps considérée comme fondamentale pour l'OTAN, se lézarde, la décision a été prise d'exclure la Turquie du programme d'avion de combat F-35, d'où la négociation engagée par Ankara pour l'achat de l'avion de chasse russe Sukhoi SU-35 à la place des F-35 états-uniens et du système russe de défense antiaérienne S-500. Il s'agit là d'un défi à l'Alliance atlantique sur une question sensible, l'achat d'armements stratégiques¹⁷.

154

Autre interrogation, l'Arabie saoudite. Depuis 2014, elle est, précédant l'Inde, le principal importateur d'armes dans le monde et le premier client des États-Unis¹⁸. Certes, Riyad est une puissance régionale et confessionnelle, le principal allié des États-Unis avec Israël dans le nœud gordien géopolitique du Moyen-Orient, mais au-delà des achats d'armes, le volume des dépenses militaires de Riyad questionne. En 2018, sur les vingt principales économies mondiales (montant du PIB), pour sept d'entre elles, les dépenses militaires ont dépassé 2 % du PIB¹⁹. Ce sont la France, 2,3 %, l'Inde, 2,4 %, la Turquie, 2,5 %, la Corée du Sud, 2,6 %, les États-Unis, 3,2 %, la Russie, 3,9 %. Pour l'Arabie saoudite, ces dépenses représentent 8,8 % du PIB !

L'abominable guerre du Yémen (menée avec les Émirats arabes unis) explique en partie ces chiffres, mais les moyens que procure la manne pétrolière servent principalement à s'équiper d'armes les plus modernes destinées à servir lors de conflits d'une

¹⁷ Pour le F 35, dont Israël est déjà équipé, les Émirats arabes unis pourraient être un client de remplacement à la Turquie dans la région.

¹⁸ De 2014 à 2018, 22 % des exportations d'armes états-uniennes sont allés vers l'Arabie saoudite.

¹⁹ Données SIPRI.

autre ampleur. Plus encore, au volume des dépenses militaires et des importations d'armes de l'Arabie saoudite viennent s'ajouter des dépenses civiles sur lesquelles il est trop fait silence. Selon le *New York Times*²⁰, l'administration Trump serait en négociation avec l'Arabie saoudite pour lui vendre seize réacteurs nucléaires, étape nécessaire pour se doter de l'arme nucléaire. Plus inquiétant, lors des négociations, Riyad aurait fait part à Washington de son refus de signer un accord permettant à des agents de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de venir inspecter le futur programme nucléaire saoudien²¹. Face au chaos dans lequel se trouve le Moyen-Orient et connaissant la nature autocrate du régime saoudien, c'est là une politique irresponsable et dangereuse.

Les exemples de la Turquie et de son intervention militaire dans le Rojava et celui de l'Arabie saoudite au Yémen témoignent de contradictions politiques, économiques, militaires et d'ambitions de puissances régionales hors de contrôle, dans un monde déstabilisé où la prolifération des armes multiplie les risques d'aventures militaires²².

Au marché « officiel » des armes, il faut ajouter le « marché gris », qui n'est pas celui des trafiquants en mesure de livrer partout dans le monde, de la balle du fusil, aux tanks et à la tente opératoire, mais celui, aux limites du légal ou de l'illégal, des États autorisant des ventes détournées de matériel acheté par un pays et livré à un pays tiers non autorisé, des États enfrenant les boycotts ou les limitations internationales à des livraisons d'armes, des États livrant des armes à des pays où les droits de l'homme sont ouvertement violés. La France participe à ce « marché gris » quand elle se fait prendre la main dans le sac avec des missiles achetés aux États-Unis et retrouvés en Libye dans une base abandonnée par les forces de maréchal Khalifa Haftar, chef de clan opposé au gouvernement d'union nationale reconnu par les Nations unies²³.

155

²⁰ David E. Sanger, William J. Broad, *Saudis Want a U.S. Nuclear Deal. Can They Be Trusted Not to Build a Bomb?*, 22 novembre 2018.

²¹ L'Arabie saoudite a par ailleurs des relations privilégiées concernant l'arme nucléaire avec le Pakistan, dont elle a financé le programme nucléaire.

²² L'intervention militaire turque au Rojava en est un cruel exemple, démontrant le cynisme des uns, l'impuissance des autres, les enjeux de pouvoir et la carence des institutions internationales lors de situations de guerre.

²³ Autre question, le contrat pour la livraison par la France d'un ou de plusieurs sous-marins nucléaires au Brésil peut-il être maintenu avec l'élection de Jair Bolsonaro à

Federico Santopinto, du GRIP, souligne avec pertinence deux raisons de la France et des États européens pour justifier ces exportations : « La première concerne la souveraineté nationale, que certains pays européens chérissent tant, comme si elle existait encore. La France, par exemple, a l'ambition d'être une puissance globale et conçoit les exportations d'armement comme l'un des principaux vecteurs d'influence et de positionnement géopolitique dont elle dispose. La deuxième raison... la vente d'armes à des pays tiers est présentée comme une condition essentielle de la survie des producteurs européens d'armement. Les exportations viendraient donc compenser la prétendue faiblesse du marché intérieur européen. »²⁴ « Prétendue faiblesse » cachant l'influence du complexe militaro-industriel qui transforme les gouvernements en VRP du marché des armes.

Le complexe militaro-industriel et la course aux armements

156

En augmentation en 2017 de 98 % par rapport à 2002, le montant global des ventes d'armes dans le monde représente 398 Mrds \$ (achats propres des États et exportations), soit un montant supérieur au PIB de la Norvège ou de la République tchèque. Une augmentation du volume des dépenses militaires et du commerce des armes, qui a comme conséquence de renforcer l'influence des complexes militaro-industriels, pour qui la guerre est nourricière.

Protagonistes essentiels de la militarisation du monde, disposant de puissants moyens industriels, technologiques et de recherche, les principales sociétés de l'industrie d'armement sont toutes situées dans des pays développés et émergents. Sur cinquante-deux sociétés du complexe militaro-industriel ayant vendu pour plus de deux milliards de dollars d'armements en 2017²⁵ : vingt-deux sont états-uniennes, neuf russes, cinq françaises, trois britanniques, trois israéliennes, deux européennes, deux japonaises,

la présidence du Brésil ?

²⁴ Federico Santopinto, *Le Fonds européen de la défense ouvre le débat sur les exportations d'armes*, GRIP, 24 juillet 2019.

²⁵ Le chiffre des ventes d'armes de la première d'entre elles, Lockheed Martin Corp, a été en 2017 de 44,9 milliards de dollars.

deux indiennes, une italienne, une allemande, une suédoise, une sud-coréenne. Des sociétés chinoises pourraient évidemment intégrer cette liste, mais le SIPRI ne les inclut pas, considérant les données disponibles comme n'étant pas comparables ou comme manquant de précision²⁶.

Treize de ces sociétés sont donc des sociétés européennes, ce qui relativise leur « faiblesse » et donne une responsabilité particulière à nos gouvernants dans l'affirmation de leur rôle et de leurs prérogatives comme décideurs, de ne pas être, comme il en est, soumis aux lobbys du complexe militaro-industriel, qui les conduit dans la logique infernale du surarmement et du rapport de force.

La logique du rapport de force

La capacité d'intervention d'une armée dépend de multiples facteurs humains (encore) et technologiques (de plus en plus). Si le char d'assaut est encore la principale force de frappe terrestre d'une armée, la maîtrise des mers ou de son espace maritime, un élément essentiel de la guerre et l'aviation, un élément majeur de victoires militaires ; du robot tueur au mangeur de drones ou au missile hypersonique, le monde est engagé dans une course infernale à la puissance et à la supériorité militaire.

De façon concrète, les avancées technologiques sont telles qu'elles modifient ou transforment les stratégies des armées favorisant l'emprise des complexes militaro-industriels pour maintenir ou renforcer un rapport de force engageant les États dans des projections incontrôlées. Un engrenage de militarisation inculqué a pour justification le concept A2/AD. Le concept A2/AD se décline en *Anti-Access* (A2) (interdiction de zone), stratégie visant à contrer ou interdire aux forces adverses l'accès à un théâtre d'opérations, et *Access-Denial* (AD) (dénier d'accès), stratégie visant à empêcher ou limiter la liberté d'action de forces adverses dans une zone donnée. Le concept A2/AD est une stratégie de riposte aux capacités interventionnistes démontrées par les États-Unis et les puissances atlantistes en raison de leur supériorité technologique et opérationnelle avec les opérations *Desert Storm*, lors de la guerre du Golfe, *Deliberate Force*, en Bosnie-Herzégovine, *Allied Force*, au

²⁶ Selon *DefenseNews*, huit sociétés chinoises pourraient être incluses dans ce classement.

Kosovo, *Enduring Freedom*, en Afghanistan, *Iraqi Freedom*, lors de la seconde guerre d'Irak, ou *Unified Protector*²⁷ en Libye.

Ce concept repose sur un dispositif de défense aérien, maritime, terrestre et spatial²⁸. Il amène ce commentaire : « Les deux problématiques (A2/AD) se distinguent en termes conceptuels, capacitaires ou opérationnels, mais elles se rejoignent autour d'une même idée : un nombre d'États grandissant cherche actuellement à entraver la liberté d'action des puissances expéditionnaires sur des théâtres extérieurs. »²⁹

Cette entrave aux interventions des « puissances expéditionnaires sur des théâtres extérieurs » est confirmée sur le site *Missile Defense Advocacy Alliance* (MDAA), qui considère que « l'utilisation de l'A2/AD par la Russie et la Chine³⁰ s'oppose directement aux intérêts locaux et régionaux des États-Unis et de leurs alliés, ce qui nous rend vulnérables lorsque nous opérons dans ces régions en conflit. » La loi de programmation militaire 2019-2025 publiée au *Journal officiel* s'inscrit dans ce raisonnement : « Les systèmes de déni d'accès et d'interdiction de zone (notamment défense sol-air) ou de capacités de frappe à distance (missiles balistiques ou de croisière) représentent notamment un obstacle nouveau à la liberté d'action de nos forces, contestant leur aptitude à entrer en premier ou à mettre en œuvre leurs capacités de projection. » On relèvera les termes employés : « puissances expéditionnaires », « aptitude à entrer le premier », « capacité de projection », qui définissent clairement la nature des politiques expansionnistes, hors zone de souveraineté, qui a été celle des États-Unis et de leurs alliés otaniens, depuis les années 1990.

Les stratégies adoptées pour les contrecarrer ont comme conséquence la fin de la parenthèse d'hégémonie militaire post-guerre froide des États-Unis et de l'Alliance atlantique. Partant de ce constat, le général Thierry Burkhard, nouveau chef d'état-major des armées de terre (CEMAT), déclare lors de sa prise de

²⁷ Réunissant, sous la conduite de l'OTAN, les opérations initialement distinctes de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada.

²⁸ Systèmes sol-air et antinavires, mines sous-marines, missiles de croisière et balistiques sol-sol, capacités de guerre électronique et autres moyens antisatellites constituent la panoplie d'entrave à des interventions des « puissances expéditionnaires ».

²⁹ Corentin Bustlein, *Cinq mythes du déni d'accès*, numéro spécial Salon du Bourget 2019 de la *Revue de la Défense nationale*.

³⁰ À un niveau moindre par l'Iran, la Corée du Nord et d'autres États.

fonction : « Le rapport de force redevient le mode de règlement des différends entre nations ... nous devons résolument nous y préparer en gardant à l'esprit que le combat de haute intensité devient une option très probable. »³¹ Option stratégique actée par la *Revue de Défense nationale* : « Le développement et la diffusion depuis deux décennies de capacités de contestation aérienne, navale, terrestre, cyber et spatiale concrétisent cette stratégie. »³²

Cela signifie que l'on n'est plus dans la situation de guerres asymétriques, mais dans celle d'un retour à la guerre de haute intensité, avec des moyens de destruction et de tueries démultipliés, en puissance et précision, par les progrès technologiques qu'annoncent les armes à énergie dirigée et la robotisation des champs de bataille. Champs de bataille qui ne se limitent plus aux espaces terrestres, naval et aérien, mais s'étendent au cyber espace et au spatial.

La spirale technologique du surarmement

La *cyber-Cold War* (la cyberguerre froide) et, initiée par Trump, la *Space Force* (la force spatiale), qui rend caduc le Traité international signé en 1967 pour la démilitarisation de l'espace, sont aujourd'hui deux terrains concrets de confrontation pour le maintien de l'équilibre du rapport de forces ou l'acquisition d'une supériorité militaire. Les moyens scientifiques, technologiques, financiers exigés sont démultipliés et seules les principales puissances sont en mesure d'y participer.

La *cyber-Cold War*, au-delà de la menace hybride de corruption, d'espionnage, de désinformation, de manipulation de l'opinion, est déjà une réalité avec les moyens existants pour neutraliser des systèmes de détection et de communication. La capacité d'intervention des forces armées modernes dépend toujours plus des satellites militaires pour écouter et voir³³, les États-Unis d'abord, la Chine et la Russie et aussi la France et le Japon en sont dotés, mais ils le sont inégalement. Ainsi, quand

³¹ 31 juillet 2019.

³² Corentin Bustlein, *idem*.

³³ Le renseignement, sur la base de capteurs (image, radar, écoute ...), de transmission de données par des satellites de communication, d'aide à la navigation et à la précision des frappes, est aujourd'hui déterminant lors des opérations militaires.

le général Thierry Burkhard déclare : « Agir ensemble, avec nos alliés et nos partenaires, est un impératif³⁴, » il signe un constat de dépendance dans la *Cyber Cold-War* d'une Europe en situation de colonisation, de nombreux États européens ayant externalisé leur Renseignement pour s'en remettre aux yeux et aux oreilles de la NSA (National Security Agency). La France, moins dépendante, ne dispose cependant pas d'une autonomie stratégique sans l'appui du renseignement et de la logistique états-uniens.

Cela revêt d'autant plus importance que le rôle déterminant des satellites est mis en question : ils sont vulnérables, peuvent être neutralisés ou détruits par un missile balistique ou de croisière, paralysant ainsi une armée. Comme l'a brutalement dit Donald Trump devant la plage de Biarritz : « Nous sommes dans un monde de missiles, les gars, que cela vous plaise ou non. » Seuls quatre pays disposent de missiles antisatellites et ont fait la preuve de leur capacité dans ce domaine les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Inde. Demain, les avancées technologiques vont permettre de concevoir des missiles hypersoniques en mesure de « contrecarrer n'importe quel système de défense en volant simplement à une vitesse trop importante pour que celui-ci puisse l'intercepter, mais également de frapper des cibles n'importe où sur la planète sans dépendre de forces prépositionnées. »³⁵

Les défis technologiques sont grands : « Un objet qui voyage à une vitesse hypersonique se déplace si rapidement qu'il génère suffisamment de chaleur, d'onde de choc et de pression pour modifier la composition chimique (et donc, les propriétés aérodynamiques) de l'air »³⁶. À plus de Mach 5, la température de l'air au voisinage du bord d'attaque d'un avion est de 1 485 °C, à Mach 10, de 5 880 °C, défis qui deviennent plus difficiles à résoudre à un rythme égal au carré du nombre de Mach à mesure que les concepteurs tenteront de construire des véhicules encore plus rapides³⁷. Ces projets ne relèvent plus de la science-fiction, les États-Unis, la Russie et la Chine développent des missiles hypersoniques,

³⁴ Général Thierry Burkhard, *Idem*.

³⁵ Patrice Lefort-Lavauzelle, « Les systèmes d'armes manœuvrant évoluant à haute vitesse : une nouvelle surprise stratégique ? » Union-IHEDN, *Revue Défense*, 2017.

³⁶ Patrice Lefort-Lavauzelle, article cité.

³⁷ Des tests auraient été effectués avec le missile russe Avangard à une vitesse de 27 Mach.

la France et l'Inde en maîtrisent la technologie, l'Australie, le Japon, Israël et l'Union européenne³⁸ ont des programmes hypersoniques, ce qui explique et justifie l'alerte lancée dans le rapport *Hypersonic Missile Nonproliferation* : « Les missiles hypersoniques posent de nouveaux défis à la sécurité mondiale. Si les missiles hypersoniques se répandaient sur le marché international, les menaces existantes posées par les missiles balistiques et les missiles de croisière seraient aggravées. »³⁹

Menaces qui s'étendent au cinquième champ de bataille : l'espace. L'espace, sujet majeur pendant les années 1960, est à nouveau un sujet médiatique : exploration de la face cachée de la Lune par la Chine, plan de colonisation de Mars, mission de la NASA aux limites du système solaire, vers Pluton ... Ce renouveau d'intérêt pour l'espace n'est pas touristique, mais directement lié aux activités militaires, car, qu'il s'agisse de renseignement, de communication, de géolocalisation ou de guidage des armes de grande précision, l'espace exoatmosphérique sera déterminant lors des guerres de demain. Pour les stratèges militaires et les *lobbys* militaro-industriels, l'objectif ne se limite pas à mener une guerre dans l'espace à partir de la Terre, mais d'intervenir militairement dans l'espace. S'ensuit le discours macronien : « Je veux que nous définissions, au cours de la prochaine année, une stratégie spatiale de défense » avec le lancement d'un programme d'armement spatial disposant d'un budget de 3,6 Mrds € pour la période 2019/2025. À l'échelle spatiale, dans le rapport de force, il faut plus que dans d'autres domaines s'en tenir au principe de réalité. Pour l'année 2019, le budget spatial de l'US Air Force, qui n'est pas le seul intervenant états-unien en ce domaine, est de 7,6 Mrds \$ et, à cette spirale de militarisation de l'espace, participent également la Chine, la Russie, l'Inde... jusqu'où ?

Jusqu'à l'IA militaire (Intelligence artificielle), permettant d'automatiser les décisions et la création d'armes autonomes en mesure de reconnaître des cibles et de prendre la décision de les détruire. Seuls deux pays sont en lice, s'agissant de l'IA militaire, les États-Unis, jusqu'ici dominateurs absolus, dont le gouvernement

³⁸ Programme commun groupant l'Allemagne, la France, l'Italie, la Suède, l'Espagne et le Royaume-Uni.

³⁹ C. Lee, G. Nacouzi, R. Speier, *Hypersonic Missile Nonproliferation. Hindering the Spread of a New Class of Weapons*. Rand Corporation, 2017.

a privatisé la recherche et développement (R & D) aux GAFAM⁴⁰ et la Chine qui, selon la Commission sur la stratégie de défense nationale américaine, « pourrait devenir la première puissance technomilitaire en IA ». Pour certains, elle l'est déjà⁴¹.

Et la menace nucléaire ?

Elle demeure la menace suprême. Selon Izumi Nakamitsu, la haute-représentante pour les affaires de désarmement de l'ONU, « L'environnement géopolitique se détériore. Les discours sur la nécessité et l'utilité des armes nucléaires sont de plus en plus nombreux. Les programmes de modernisation des États dotés d'armes nucléaires conduisent à ce que beaucoup considèrent comme une nouvelle course aux armements qualitative » et d'alerter : « la menace de l'utilisation – intentionnelle ou non – des armes nucléaires augmente. »⁴²

162 À ce constat s'ajoute un constat stratégique : si la dissuasion nucléaire est actuellement à un haut niveau de contrôle entre les pays détenteurs, qu'il s'agisse de l'identification de l'attaque et de la riposte, l'élargissement au champ spatial fragilise ce contrôle. Infernale logique de puissance, selon un rapport de l'OCDE, « L'espace extra-atmosphérique crée une potentielle faiblesse dans le dispositif dissuasif. Parallèlement, le développement d'armes hyper véloces (hypersoniques) remet en cause les stratégies actuelles... Ces deux éléments nuisent à la crédibilité de toute puissance disposant d'une dissuasion nucléaire ne s'engageant pas dans une course aux armements. »

Après le retrait des États-Unis puis de la Russie, la fin du Traité sur les forces nucléaires intermédiaires signé en 1987 s'inscrit dans cette problématique en permettant à Washington et à Moscou de se doter des missiles nucléaires de nouveau type. Donald Trump laisse aussi entendre que le Traité *New Start*, ratifié en 2011, qui, lui, concerne la réduction des armes nucléaires stratégiques,

⁴⁰ Google, Amazone, Facebook, Apple, Microsoft (GAFAM).

⁴¹ Créée en 2008, la State Administration for Science, Technology and Industry for National Defense (SASTIND) est l'organisme qui a la charge de la modernisation industrielle et technologique de l'armée chinoise.

⁴² Intervention lors du comité préparatoire de la conférence des parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), Genève, 23 avril 2018.

pourrait ne pas être reconduit en 2021, libérant ainsi la course aux armements nucléaires du sol à l'extra-atmosphérique.

La résistible militarisation du monde ?

Évitons toute interprétation : il n'y a pas d'oies blanches ni de petits saints dans un monde dominé par les règles et les lois de l'économie de marché capitaliste, de concurrence interétatique, d'ambitions géopolitiques globales ou régionales, un monde engagé dans un cours de militarisation dans laquelle le rapport de force fait loi, un monde où la course aux armements de l'une des parties motive et justifie le renforcement de la capacité militaire de l'autre partie, ce qui appelle en retour, toujours le rapport de force, de s'armer plus encore pour maintenir, voire accentuer le différentiel technologique.

Que cela soit clair, la militarisation du monde est non seulement porteuse de guerre, mais elle induit une militarisation intérieure, idéologique et en moyens de répression contre les peuples. Engagés que nous sommes dans ce cycle mortifère ; comme il y a une urgence climatique, il y a une urgence de démilitarisation, car rien ne permet de penser que les politiques des puissances historiques, tout comme les puissances émergentes, rompent pour résoudre leurs contradictions et réaliser leurs ambitions avec la logique de la force des armes.

Faisant le constat de cette réalité, conscients de l'état de déstabilisation du monde, des nouveaux rapports de force, de la place et des moyens qui sont ceux de la France et de l'Europe, l'urgence nous appelle à rompre avec la stratégie de « la guerre expéditionnaire », à agir et à tout mettre en œuvre pour réduire, arrêter et inverser la résistible militarisation du monde. Peut-on penser que la raison puisse prévaloir chez les dirigeants et les experts politiques qui gouvernent le monde ? Les probabilités sont faibles sans la voix des peuples pour le leur faire entendre.

Résumé :

14-18 comme 39-45 ont été précédées d'une phase de surarmement. Depuis le tournant du ^{xxi}e siècle, le monde est à nouveau engagé dans une phase de militarisation. Les dépenses d'armement augmentent sur tous les continents avec un déplacement du centre de gravité de l'espace euro-atlantique à celui d'Asie-Pacifique. Une course aux armements qui annonce selon les stratèges un retour aux guerres de haute intensité et une extension du champ de bataille sur terre, mer, air et cyber à l'espace.